



Comité Technique Local 19 janvier 2021

Déclaration liminaire  
suppressions d'emplois

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les participant.e.s à ce CTL,

Une nouvelle année débute, espérons (même si pour le moment nous pouvons en douter) qu'elle soit moins particulière que celle qui vient de s'achever.

**SOLIDAIRES Finances Publiques 62** commencera par vous souhaiter à toutes et tous une année 2021 pleine de bonheur et surtout de santé.

**Pleine de bonheur, nous vous le souhaitons dans votre vie personnelle car en ce qui concerne la vie professionnelle, que pouvons-nous espérer ?**

**Une prime allouée justement ? un abandon du NRP ? une revalorisation salariale ? Arrêtons-là cette liste car le retour à la triste réalité n'en est que plus douloureux.**

Encore une fois, sur l'autel de l'exemplarité, Bercy se voit sacrifier 1800 emplois, 1792 pour être exact, et par voie de conséquence, la DDFIP 62 voit encore disparaître 51 emplois, malgré l'habillage en trompe l'oeil avec la création du centre de contacts et ses 50 emplois.

Contester les suppressions d'emplois n'est pas une remise en cause de la Démocratie représentative, nous les contestons et continuerons à le faire. Il devient essentiel de faire comprendre à nos parlementaires le caractère essentiel de nos missions et la nécessité de disposer d'effectifs suffisants pour y faire face. La priorisation et l'abandon de grands pans du service public sont des pis-allers et ils ne nous satisfont pas.

M le Président,

**Nous remercier, nous féliciter pour notre engagement et notre conscience professionnelle ne suffit pas, ne suffit plus.**

Faîtes enfin remonter nos doléances et nos inquiétudes.

Car comment ne pas être inquiet·es face à un avenir professionnel où l'horizon s'obscurcit toujours plus (suppressions d'emplois, droits à mutation rognés, promotions en berne) ?

Les résultats de l'observatoire interne se dégradent. **Quand 84 % des agent·es trouvent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens et que 82 % ne sont pas optimistes quant à leur avenir**, il serait normal de se poser des questions sur les plans envisagés et de ne pas juste se dire qu'ils·elles n'ont rien compris. Lorsqu'il en ressort que plus de 66 % des agent·es sont en manque de reconnaissance, sachez Monsieur le Président, qu'ils·elles n'attendent pas seulement des remerciements.

M le Président,

Nous vous demandons expressément d'entendre les agent·es qui se sont largement exprimé·es au travers du questionnaire pour l'observatoire interne et de tenir compte du ressenti de ceux qui font fonctionner notre administration. Dans ce but nous vous incitons à revoir l'ensemble du volet emplois pour 2021 de façon à permettre le maintien dans le département d'un véritable service public des Finances au profit des usager·ères et notamment des plus défavorisé·es d'entre-eux·elles.

M le Président,

Pour cette nouvelle année, vous auriez pu être créatif, et inviter M FOURNEL lors de ce CTL pour qu'enfin, notre directeur général prenne enfin conscience du naufrage de notre administration.

Vous auriez pu convoquer ce CTL dans les locaux du site de Lens pour réaliser que certain·es de nos collègues se retrouvent à l'étroit et sont toujours en attente de matériel pour télé-travailler ou à la trésorerie de Vimy pour visualiser la vacuité du service public.

Franchement, il faut être vraiment imaginatif pour croire qu'un CTL emploi permet aux agent·es de bien débiter cette nouvelle année.

Comme ce message, très impératif, pour interdire « la tradition de la galette », vous auriez pu aussi être créatif, autoriser « le pot galette » à l'extérieur, permettre aux encadrant·es d'offrir une part à déguster chez soi ou donner à chaque agent·e une après-midi galette.

### **Ce CTL emploi est plus que difficile à digérer.**

*C'est une tradition dont les collègues se passeraient bien.*

Déjà, il est tardif, laissant peu de temps à certain·es de faire un choix pour une mutation nationale, surtout que vous avez déjà programmé des réunions « mouvements » sans informer les collègues que celles-ci concernaient aussi les futurs mouvements locaux.

Vous instaurez le NRP, supprimez des emplois mais ne faites aucun effort sur l'information envers les agent·es, ils·elles n'ont qu'à lire (comme ils·elles auraient dû lire le guide COVID!!)

Quelle excuse ou quel argument allez-vous donner sur

\* la suppression d'emploi en SIP ? Moins d'accueil ? Pourtant c'est bien sur le SIP que vous comptez pour les points d'accueil. **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** n'a toujours eu aucun élément (où ? Quand ? Qui?)

\* la destruction du contrôle fiscal sur la côte ? Renforcer Bruay pour pouvoir transférer ensuite en 2022 les emplois vers le pôle CSP de Béthune ?

\* les suppressions d'emplois en SIE, un des services dans le PCA dès le début et toujours sur le front avec le fonds de solidarité.

\* les suppressions d'emplois sur des services restructurés au 1<sup>er</sup> janvier comme le SIE de Lens ou le SGC de Lens ? Un service vient à peine d'être créé et vous pensez vraiment qu'il est déjà surdimensionné ? Cette erreur a déjà été commise lors de la création de la Trésorerie Amendes. Vous avez alors certainement un bilan à nous présenter sur les SGC ?

\* le calibrage à la baisse des EDR ? Comment vont tenir les services sans personnel et sans renfort ? Les agent·es, les encadrant·es sont exténué·es.

Vous pensez vraiment que la suppression de trésoreries et la création de SGC va permettre de compenser le manque d'effectif que compense l'équipe EDR ?

\* la fin du CPS-Relais, et les collègues chamboulé·es par une explication donnée tardivement alors que **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** vous a demandé à plusieurs reprises depuis plusieurs mois d'avoir une information claire.

### **Ce CTL emploi va acter une mobilité forcée pour plusieurs collègues.**

#### **Y'en a marre !**

Et ce n'est certainement pas un COM, contrat d'objectifs et de moyens, que beaucoup de nos collègues considèrent comme une propagande pour continuer la destruction de notre administration, qui va rassurer les agent·es sur leur avenir.

**Pour réclamer des moyens, pour réclamer une reconnaissance professionnelle et financière.**

**SOLIDAIRES Finances Publiques 62 appelle toutes et tous les collègues  
à être en grève et en manifestation le 4 février.**

Vos élu·es **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

*Catherine VERDAUX, Nadège BOTTE, titulaires*

*Pascal PEIREIRA, Céline VANDEN-BROECK, suppléant·es*

*Arnaud VANHOUCKE : expert*

